

De grands progrès ont été réalisés en matière de prévention du VIH/sida en Afrique de l'Ouest. C'est en particulier le cas au Sénégal, où Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud intervient

«Le sida n'est plus tabou»

PROPOS RECUEILIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Afrique de l'Ouest ► Informer, sensibiliser et traiter les personnes vivant avec le VIH (PVIH) jusque dans les régions les plus reculées. C'est la mission de plusieurs collectifs intervenant dans la région frontalière entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie, tous soutenus par Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis que cette association créée par la coopérative genevoise Jardins de Cocagne a été sollicitée il y a une vingtaine d'années par des organisations paysannes de cette région du bassin du fleuve Sénégal. Presque aucune information sur le VIH ne parvenait alors dans ces zones périphériques.

C'est ainsi que Jardins de Cocagne, qui a initialement pour vocation de produire des légumes biologiques, a élargi son champ d'action en soutenant désormais cinq associations locales, avec l'appui de la Fédération genevoise de coopération. Mamadou Fadié – le responsable de l'une d'elles, le Comité de lutte contre le sida de Bakel au Sénégal – était de passage à Genève la semaine dernière. *Le Courrier* a voulu en savoir plus. Interview.

Quelles actions menez-vous pour prévenir le VIH/sida?

Mamadou Fadié: Nous sensibilisons les populations sur les comportements à risques et nous incitons au dépistage volontaire. Nous expliquons aussi aux femmes qu'en cas de résultat positif, elles peuvent suivre un traitement pour éviter que leur enfant soit infecté. Le dépistage des femmes enceintes est d'ailleurs maintenant systématiquement proposé au Sénégal.

Nous organisons des réunions de catégories de populations ciblées comme les femmes et les jeunes. Au début, il n'est pas facile d'en parler, mais on dédramatise, et on parvient à faire passer le message. Nous expliquons aux femmes qu'elles peuvent demander un dépistage à un homme qui revient au village après un long voyage.

Ensuite, nous organisons des réunions plus larges, pour qu'il y



Au Sénégal, la prévention du VIH passe à la fois par l'organisation de réunions auprès de populations ciblées, comme les femmes et les jeunes, mais aussi par la tenue de rassemblements plus larges pour favoriser l'échange entre générations. DR

ait des échanges entre générations. Nous proposons aussi des sketches et des pièces de théâtre liés à la vie du village, des visites à domicile et auprès des leaders religieux et des marabouts, qui sont beaucoup écoutés. Nous allons dans les écoles aussi et nous travaillons avec les agents de santé des postes sanitaires de l'Etat, qui constituent des «relais» de sensibilisation dans les régions.

Selon votre expérience, quelles sont les activités qui fonctionnent le mieux auprès de la population?

Les animations que nous organisons, les causeries, les sketches attirent beaucoup de monde et font passer le message de manière particulièrement efficace.

Vous travaillez aussi avec des «personnes exposées aux comportements à risques», qui sont-elles dans la région?

Nos études de terrain ont montré qu'à part les prostituées bien sûr, les routiers, les travailleurs des sites miniers et les habitués des marchés hebdomadaires sont

plus exposés au VIH. On va donc à leur rencontre. On rend visite aux travailleuses du sexe, dont certaines sont des clandestines et ne vont donc pas aux visites médicales. On leur met à disposition



«Des croyances délétères existent: comme celle qui dit que chercher de l'or avec un corps souillé porte chance» Mamadou Fadié

des préservatifs, on les accompagne dans les centres de santé.

Dans un rapport, vous dites que le sida n'est pas qu'une question sanitaire, et qu'il faut inclure des mesures de réglementation des activités minières et de revalorisation de l'agriculture. Pourquoi?

Dans la région, nous avons assisté ces quatre dernières années au développement de grands sites miniers d'exploitation de l'or qui attirent beaucoup de monde. L'un de ces sites compte aujourd'hui 10 000 personnes, attirant non seulement les mineurs, mais aussi les commerçants, les restaurateurs, les réparateurs, etc., et bien sûr les prostituées, venant souvent de pays où le VIH est plus prégnant encore.

Ces mines provoquent la destruction de l'environnement et l'abandon de l'agriculture. Conséquence: la malnutrition y est très courante, beaucoup de femmes souffrent d'anémie, d'autant que les travailleurs sont très mal payés.

Ces populations sont donc très vulnérables au VIH. D'autre

part, des croyances délétères existent: comme celle qui dit que chercher de l'or avec un corps souillé porte chance. Du coup, le port du préservatif est négligé.

Faites-vous encore face à des résistances liées à des croyances ou à des pratiques sociales qui favorisent la propagation du VIH?

Au début des années 2000, les questions que nous abordions étaient taboues. Ce n'est plus le cas, je constate que les populations sont au contraire en demande d'information et de dépistages. Ces derniers sont d'ailleurs désormais disponibles gratuitement, à travers les centres de santé.

Concernant les pratiques sociales, nous observons que le lévirat et le sororat peuvent encore poser problème. Souvent lorsqu'un mari décède, son frère peut le remplacer auprès de sa femme (lévirat). De même lorsqu'une épouse meurt, sa sœur peut devenir la nouvelle épouse (sororat). Cette pratique peut favoriser la propagation du VIH,

surtout lorsque l'homme est polygame. C'est pourquoi quand il y a un remariage, on doit exiger un dépistage. Par ailleurs, la pratique de l'excision reste courante dans nombre de villages: les femmes qui la pratiquent clandestinement sur des petites filles utilisent parfois la même lame de rasoir à plusieurs reprises... Là aussi, il faut conscientiser.

Le Sénégal est souvent montré en exemple pour sa lutte contre le VIH, où le taux de prévalence a diminué de 0,7 à 0,5% en une quinzaine d'années. Quelles sont les raisons de ce succès?

Le gouvernement a agi et a adopté un cadre pour aider la société civile à sensibiliser les populations. Les associations et les ONG vont où l'Etat ne va pas. La coopération internationale a aussi joué un grand rôle, notamment les agences onusiennes, la coopération japonaise, et les associations comme Jardins de Cocagne.

L'Etat agit-il suffisamment?

Peu de programmes publics portent encore sur la prévention. L'Etat laisse désormais ce travail aux ONG. Un appui public plus important est donc souhaité.

L'Etat est en revanche très actif au niveau des campagnes de dépistage et des traitements antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH. L'Etat a décentralisé la prise en charge. Le traitement peut être géré dans les postes de santé périphériques, ce qui a permis de généraliser l'accès aux trithérapies (ARV).

Grâce au Fonds mondial contre le sida, les traitements sont disponibles gratuitement dans tout le pays depuis quelques années. Malheureusement, nombre de personnes vivant avec le VIH ne connaissent pas cette possibilité¹.

¹ Selon les statistiques 2016 d'ONUSIDA seuls 51% des PVIH bénéficieraient d'ARV au Sénégal.

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Enfants palestiniens toujours violentés en Israël

Proche-Orient ► A l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'enfant, trois ONG ont dénoncé les violences et l'enfermement infligés chaque année à des centaines de mineurs palestiniens.

Depuis l'an 2000, plus de 12 000 enfants palestiniens ont connu les geôles israéliennes. Et la tendance est à la hausse: «Fin 2014, 156 mineurs étaient détenus au même moment, puis ce chiffre a plus que doublé, passant à 350», précisait le 20 novembre Philippe Eddé, d'Amnesty International, lors d'une conférence sur ce thème organisée à Lausanne à l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'enfant.

Pour plusieurs ONG, dont Defense for Children International et Médecins du monde, les mauvais traitements dont ils sont les victimes s'apparentent dans certains cas à de la torture, n'ont pas diminué depuis la publication d'un rapport complet du comité ad hoc onusien en mai 2016¹.

«En 2018, nous avons mené une étude sur les cas de 85 enfants à qui nous apportons une aide juridique et sociale: 78% d'entre eux ont subi des violences physiques, 55% sont agressés verbalement et humiliés et 14% sont mis à l'isolement, pour des durées pouvant aller jusqu'à vingt-six jours. Certains se suicident», indique Alex Kamaroros, directeur de Defense for Children.

Jugés par des tribunaux militaires, les enfants n'ont pas droit à un avocat avant de comparaître et se voient contraints de signer des aveux en hébreu, langue qu'ils ne comprennent pas, déplorent les organisations de la société civile. Certains sont placés de longs mois en détention administrative sans accès à un juge.

Nonante-neuf pour cent des enfants arrêtés seront condamnés et purgent généralement une peine de plusieurs mois de prison. La grande majorité des mineurs sont condamnés pour avoir jeté des pierres aux soldats, d'autres pour les avoir simplement insultés – souvent en réponse à des vexations – aux checkpoints où nombre d'entre eux doivent passer pour aller à l'école.

Pour les associations, ces pratiques constituent toutes une violation flagrante du droit international, notamment de la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU, qui précise que l'enfermement d'un enfant ne peut être qu'une mesure de dernier ressort, d'une durée aussi brève que possible. Les ONG demandent depuis longtemps son interdiction pure et simple et ont réussi à obtenir que les Nations Unies mandatent l'élaboration d'une étude sur le sujet, qui sera publiée en 2019².

Tous les mineurs passés par la prison israélienne passent brusquement à l'âge adulte: «On leur vole leur enfance», commente Alex Kamaroros. L'impact sur leur santé et sur leur parcours scolaire

est souvent dramatique: «Angoisses, insomnies, incontinences nocturnes, hypervigilance, et toutes sortes de syndromes post-traumatiques résultent du traitement qu'ils ont subi», relève le professeur Nago Humbert, président de Médecins du monde Suisse. «Mais ce qui m'impressionne le plus chez eux c'est leur résilience. Je m'attendais à voir des enfants pleins de haine, prêts à se faire sauter aux checkpoints, mais non, j'ai rencontré des enfants malades. Ils veulent vivre une vie normale et sont de par leur expérience plus motivés à participer à des groupes politiques», conclut le docteur. **CKR**

¹ Notre édition du 22 juillet 2016

² childrendeprivedofliberty.info